Numéro 2244 du Mardi 13 Septembre 2022 • Prix : 300 F CFA •

Le Journal des décideurs

L'économiste du Bénin

Premier Quotidien Economique du Bénin N° 0997 MISP/DC/SG/DAI/SCC du 25/10/07 E-mail: leconomistbenin1@gmail.com Tél:00229 97096417

www.leconomistebenin.com

AGI AFRICAINE DE GESTION ET D'INTERMEDIATION

SOCIETE DE BOURSE

Immeuble de l'Africaine des Assurances
Face à la Direction de l'Emigration Immigration
01 BP 8568 RB Cotonou
contact@agi-agi.com
+229 21 31 87 33
+229 21 31 60 65

Anicet C. HOUNGBO, à propos de Webb Fontaine

« Un accès plus facile, aisé et stable au système douanier »

• (Page 03)

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre en hausse

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Egalité des sexes

Exclure les femmes de l'économie est injuste

Exclure les femmes des opportunités économiques est injuste et nuit à la croissance et à la résilience, prévient le Fonds monétaire international (FMI). Cette réflexion intervient ... • (Page 02)

Investissement privé des pays

IFC lance une obligation mondiale de 1294,45 milliards Fcfa

La société financière internationale (IFC) a lancé une obligation mondiale de 2 milliards de dollars, soit ... • (Page 10)

Administration bancaire en Afrique

• (Page 04)

Jeremy Awori, nouveau DG du Groupe Ecobank

Célébration des 10 ans d'existence

L'économiste du Bénin lance la formation des journalistes

Dans le cadre des festivités marquant ses 10 ans d'existence, le quotidien L'économiste, a donné le top de la formation ... • (Page 09)

Bien-être de la population béninoise

L'Autorité de Régulation du secteur de la Santé installée

La cérémonie d'installation des nouveaux membres de l'Autorité de Régulation du ... • (Page 10)

Activité commerciale au Bénin

5è enquête sur le Commerce Extérieur Non Enregistré

L'Institut national de la statistique et de la démographie (INSTaD) a lancé une collecte de données sur le commerce extérieur non enregistré. Dénommée Enquête ... • (Page 11)

Fonds verts

L'Afrique sollicite davantage de financement avant la COP27

En prélude à la 27è conférence des parties (COP27), les ministres des finances des pays africains ont tenu une rencontre au Caire en ... • (Page 11)

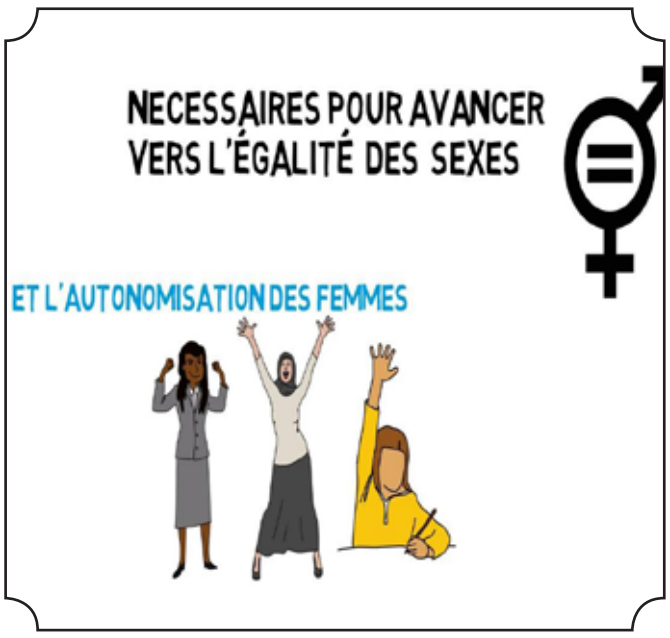
Gratuit.
Facile. Sécurisé.
La banque mobile au bout des doigts.*
Quel que soit votre téléphone !
*Service disponible pour les abonnés MTN et Moov Africa
*826#
Ecobank
La Banque Panafricaine
ecobank.com

Egalité des sexes

Exclure les femmes de l'économie est injuste

Exclure les femmes des opportunités économiques est injuste et nuit à la croissance et à la résilience, prévient le Fonds monétaire international (FMI). Cette réflexion intervient au moment où des millions de femmes africaines peinent à se frayer un chemin sur presque tous les secteurs de l'économie de plus en plus dirigés avec une main de fer par les hommes.

• Issa SIKITI DA SILVA



La désolation est grande sur le marché du travail où l'écart salarial entre les femmes et les hommes se creuse au jour le jour, et où les promotions sont plus masculines que féminines.

En Afrique subsaharienne, le revenu mensuel moyen des hommes est plus de deux fois supérieur à celui des femmes, selon le Bureau international du Travail. Une étude récente sur le potentiel de l'entrepreneuriat féminin en Afrique révèle que les revenus des femmes entrepreneures ne font en moyenne que deux tiers de ceux des hommes entrepreneurs.

« Ces disparités salariales sont bien sûr dues en partie aux discriminations qui persistent encore et expliquent les écarts de salaire pour un même travail », martèle Ousmane Diagana, un expert de la Banque mondiale, qui ajoute toutefois que les écarts de salaires sont aussi dus à un accès inégal aux professions et aux fonctions les plus rémunératrices.

« Les secteurs les plus rémunérateurs sont en général dominés par les hommes, et les femmes sont moins nombreuses aux postes de gestion et de décision. Elles se retrouvent en général dans le secteur public et dans les services sociaux, et beaucoup moins dans les secteurs les plus lucratifs tels que la finance, l'informatique et les nouvelles technologies », explique Ousmane Diagana, Vice-président de la BM pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, dans un blog publié en mars 2022.

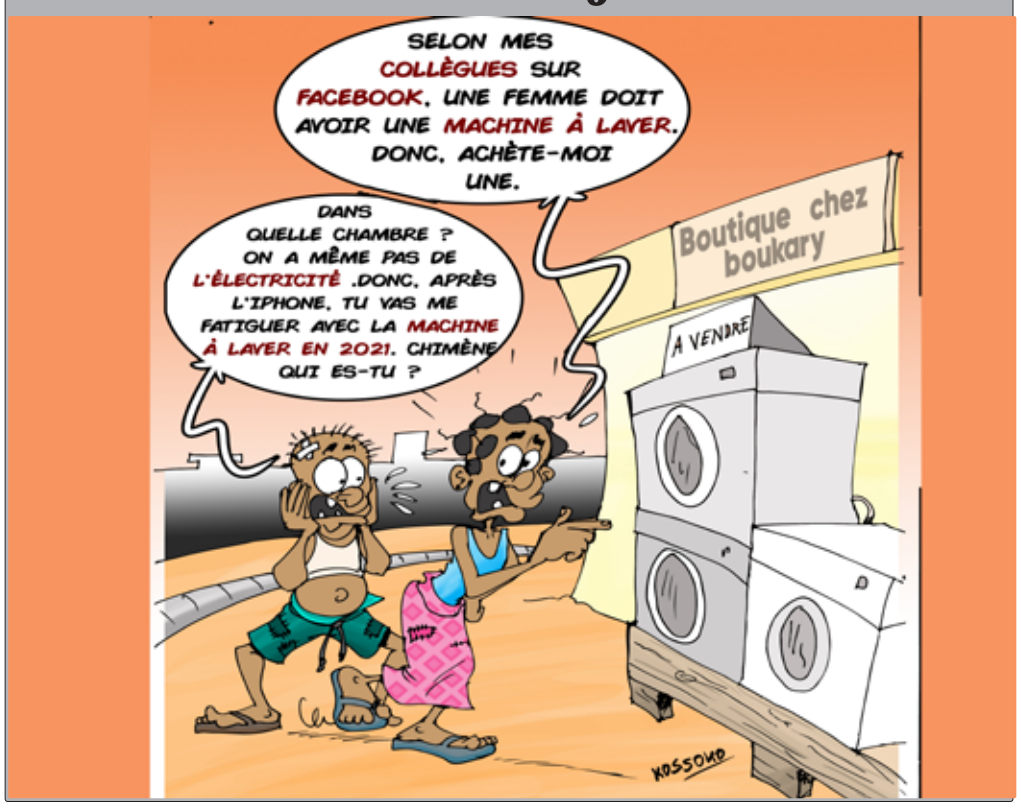
Participation réduite

A en croire le FMI, dans les pays où les inégalités entre les sexes sont les plus importantes, la réduction de l'écart dans la participation des femmes au marché du travail pourrait faire augmenter la production économique de 35% en moyenne.

Désarçonnée par cette situation qui perdure dans un continent où les femmes sont déjà meurtries par la pandémie de Covid-19, les conflits armés, la violence conjugale et les catastrophes climatiques, la Directrice générale du FMI a plaidé pour une mise en place de politiques économiques et financières appropriées qui, selon elle, peuvent contribuer à modifier ces tendances négatives, en améliorant les économies, en soutenant la reprise et en renforçant la résilience face aux chocs futurs.

« En d'autres termes, une dividende pour les femmes est une dividende pour tous. Pour les décideurs politiques, il existe des solutions sûres pour adopter des actions macroéconomiques sensibles au genre. Cependant, les progrès tardent à venir », affirme Kristalina Georgieva.

Cari du jour



AUX DÉCIDEURS...

Racket aux frontières !

Forme de chantage de proximité, avec menaces de violence ou trafic d'influence dans le but d'extorquer de l'argent, des objets ou des renseignements. Ainsi se définit le racket. Au sein de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest, les règles qui régissent la vie communautaire prescrivent, entre autres, la libre circulation des personnes et des biens. Ce qui suppose que les Etats membres se sont engagés à lever les obstacles et les entraves à la circulation. En d'autres termes, les barrières policières ne devraient servir qu'à contrôler essentiellement les pièces d'état civil des usagers pour s'assurer de leur identité et de vérifier si ces derniers ne sont pas porteurs éventuellement de produits prohibés. Cette inspection devrait se faire dans un esprit débarrassé d'a priori, donc sans arrière-pensée de vouloir nécessairement causer du tort à l'usager. Mais que constate-t-on ? Exactement le contraire de ce qui devrait s'observer dans un espace communautaire de libre-échange. Aux frontières des pays membres de la CEDEAO, les règles établies pour une libre circulation des personnes et des biens ne sont pas respectées. A Sèmè-Kraké, entre le Bénin et le Nigéria, les usagers sont soumis à des tracasseries de toutes sortes. Exigence de passeport et de collecte de faux frais. Il en est de même à la frontière bénino-nigérienne entre Malanville et Gaya et ce malgré la juxtaposition des postes de contrôle. Les mêmes pratiques ont cours à la frontière du Bénin avec le Burkina Faso. Entre Illacondji au Bénin et Sanvicondji au Togo, la probité des policiers n'est pas parvenue à les soustraire des rackets. Les véhicules en transit sont soumis aux fouilles d'usage. Mais, les agents de sécurité ne s'empêchent guère d'extorquer de l'argent aux usagers. Le même phénomène s'observe aux frontières du Togo avec le Ghana, du Ghana avec la Côte d'Ivoire et ce malgré l'existence d'un autre accord baptisé OCAL : Organisation du corridor Abidjan-Lagos. En définitive, les idées qui ont sous-tendu la création de l'espace communautaire ne sont pas traduites dans les faits. De manière évidente, chaque Etat à travers sa police continue de fonctionner en respectant plutôt les lignes de balkanisation. Avouons que sur ce plan, la CEDEAO n'a pas avancé.

Jean-Claude KOUAGOU

Eco secret

Nigeria : le projet de nouvelle taxe sur les télécommunications mis en stand-by

Le gouvernement fédéral nigérian a décidé de suspendre la mise en œuvre d'une nouvelle taxe sur les télécommunications destinée à aider à réduire le déficit budgétaire du pays, selon le ministre des Communications et de l'Économie numérique, Isa Pantami. Isa Pantami a déclaré, lors de la réunion inaugurale du Comité présidentiel sur les droits d'accise pour le secteur de l'économie numérique lundi 5 septembre à Abuja, que la décision avait été suspendue en raison des « multiples » taxes qui pèsent déjà sur le secteur des télécommunications.

Anicet C. HOUNGBO, à propos de Webb Fontaine

« Un accès plus facile, aisé et stable au système douanier »

Pour faciliter le dédouanement des marchandises dans un bref délai à l'aide de la révolution technologique, le gouvernement a entrepris des réformes dont la signature d'un accord avec Webb Fontaine. Anicet C. HOUNGBO, DG de Webb Fontaine ; diplômé d'études supérieures spécialisées en transports et logistique, manager de la distribution en milieu national et international qui a rejoint le Groupe Webb Fontaine (GWF) en juillet 2014 en Côte d'Ivoire et depuis début 2017, a été nommé General manager à Webb Fontaine au Bénin explique ici les enjeux de la réforme.

L'economiste du Bénin : Depuis fin juillet 2022, Webb Fontaine et le gouvernement du Bénin ont signé un contrat en vue de la mise en place d'un nouveau système douanier en remplacement du SYDONIA WORLD. Parlez-nous de cet accord et de ce qui change fondamentalement avec l'avènement de Custom Webb ?

Le DG de Webb Fontaine, Anicet C. HOUNGBO : Le gouvernement du Bénin a initié depuis 2016 un ambitieux programme de réformes et de modernisation des services et des administrations notamment dans le secteur lié au commerce et la douane principalement. Il faut surtout souligner que l'avènement du nouveau système douanier Customs Webb (CW) est la conséquence d'une volonté politique manifestée au plus haut niveau du gouvernement.

En effet, face au constat d'essoufflement progressif et de stagnation de l'ancien système douanier qui ne permet plus aux administrations des douanes d'atteindre leurs performances dans un environnement du commerce international qui évolue sans cesse avec plus d'exigences et de complexités, le gouvernement du Bénin a décidé de faire confiance une fois de plus à un de ses partenaires privilégiés, pour relever le défi d'une mobilisation plus accrue des recettes de l'Etat dans un climat de transparence et de facilitation des échanges. Avec le CW, les opérateurs bénéficieront d'un accès plus facile, plus aisé et plus stable au système douanier dans le cadre de leurs opérations de dédouanement.

Le Customs Webb, c'est quoi ?

Il s'agit en fait d'un important projet de migration du système douanier. Customs Webb, le système douanier de Webb Fontaine, basé sur l'intelligence artificielle, a été choisi par le Bénin pour parachever l'entreprise de modernisation de la douane et optimiser l'environnement des échanges commerciaux.

L'expertise métier de Webb Fontaine dans la fourniture de technologies de pointe et de solutions numériques en matière de digitalisation est un gage de succès. Avec ce nouveau système, la volonté des pouvoirs publics de faire du Bénin une plate-forme exemplaire dans la simplification et la transparence des procédures de dédouanement, emprunte un tournant décisif.

Parlez-nous des objectifs assignés à Webb Fontaine dans le cadre de ce contrat

Offrir des services de qualité à travers un système informatique douanier moderne, entièrement web, intégrant les dernières avancées technologiques dont l'intelligence artificielle. Un outil dont la performance et la rapidité dépasseront largement celles du système actuel grâce à la célérité des opérations, la disponibilité et la sécurisation des données de l'administration, le renforcement des échanges d'informations. De plus, la douane sera entièrement capable de maintenir le système.

Que gagnent les acteurs, opérateurs, partenaires ou commerçants qui travaillent avec la Douane béninoise avec cette mutation ?

La souplesse du nouveau système qui est en voie d'implémentation offre une grande capacité d'interopérabilité avec d'autres systèmes, ce qui évite aux opérateurs des tâches redondantes et des déplacements physiques d'une administration vers une autre avec les documents papiers sous les bras. L'accessibilité et l'utilisation facile du système permettra aux partenaires et utilisateurs de se connecter en toute sécurité en utilisant de simples connexions internet.

On a depuis quelques années, sur la plateforme portuaire et aux frontières, la société Benin Control S.A qui appuie la douane dans les procédures. Quelles sont les relations, la différence avec Webb Fontaine.

Benin Control est un partenaire important de l'administration des douanes du Bénin en matière de réformes, de contrôle et de modernisation de ses procédures. C'est un partenaire technique qui travaille en collaboration avec WF.

Il faut environ 11 jours aujourd'hui pour sortir un container standard du Port. Avec Webb Fontaine, est-ce que des réductions du délai ou des améliorations pourraient intervenir ?

Nous ignorons d'où vous tenez cette information ni de quand elle date mais à plusieurs reprises, Benin Control a présenté des statistiques sur la réduction progressive et significative du délai de traitement et du passage des marchandises au Port autonome de Cotonou. Le délai de onze jours dont vous parlez, (sauf cas particuliers ou exceptions), pourrait concerner les dossiers dont les formalités d'importation et ou de dédouanement en amont ne respectent pas dans l'absolu les procédures obligatoires en vigueur au Bénin en matière d'importation, d'exportation et ou de transit de marchandises. Sinon nous observons une nette amélioration des délais de passage.

Malgré la présence de Bénin Control Sa, on note encore quelques marchandises prohibées ou tentatives de fraudes qui passent les mailles. Avec Webb Fontaine, pouvez-vous nous rassurer du risque zéro de fraude ?

En ma connaissance, le risque zéro fraude n'existe sous aucune latitude terrestre et aucun système de contrôle n'est à l'abri définitif de malversations s'il n'est doté d'un outil hyper dynamique de gestion de risques, d'anticipation et d'analyses permanentes des critères de fraudes. Le CW est un système plus ouvert qui permet la réalisation facile d'interfaces entre la douane et diverses administrations (Bénin Control, la direction générale des Impôts, la direction générale du trésor, SEGUB etc).

L'après Webb Fontaine, vous-y pensez ? Si oui, comment vous-y prenez pour assurer le transfert de compétences ?

Après WF, la continuité des services sera assurée grâce à un transfert de compétences qui permettra au service informatique de la douane de garantir une maintenance aisée du système. Pour ce faire, les services de la douane vont bénéficier de formations adéquates.

Webb Fontaine, a-t-on appris, fournirait des solutions à l'échelle de l'industrie pour accélérer le développement et la modernisation du commerce ? De quoi s'agit-il concrètement ?

WF est aujourd'hui l'un des principaux fournisseurs de solutions de facilitation du commerce dans le monde. Elle utilise une technologie de dernière génération dont l'intelligence artificielle. La société est présente dans beaucoup de pays et développe des systèmes informatiques les plus récents qui accroissent le niveau de performance et d'efficacité des processus du commerce et de la douane au profit des acteurs et partenaires du commerce mondial. Actuellement la dématérialisation et la digitalisation des procédures sont devenues des exigences du commerce mondial à travers des solutions qui intègrent une plate-forme de guichet unique, des systèmes douaniers transparents, dématérialisés qui intègre la notion de prévisibilité, sans oublier l'interconnexion régionale des systèmes douaniers pour faciliter le commerce et les contrôles.

Interview réalisée par Falco VIGNON

Baromètres Bénin

Référentiel		
Données Démographiques	Valeur	Sources
Population	11,49 millions d'hbtts	Statistiques mondiales (2018)
Densité de la population	100,17 hbtts/ Km2	Statistiques mondiales (2018)
Population de moins de 15 ans	45%	FMI (2014)
Espérance de vie à la naissance	61,47 ans	Statistiques mondiales (2015)
Taux d'urbanisation	44%	Institut national de la statistique et de l'analyse économique (Insae), 2015
Population vivant avec moins de 1,25 dollar par jour	36%	Statistiques mondiales (2016)
Age médian femme	18,3 ans	Statistiques mondiales (2015)
Age médian homme	17,5 ans	Statistiques mondiales (2015)
Indice de fécondité	4,9 enfants par femme	FMI (2014)
Taux de natalité	36,40 o/∞	Statistiques mondiales (2018)
Taux de mortalité	8,21%	Statistiques mondiales (2015)
Taux d'accroissement naturel	2,78%	Statistiques mondiales (2015)
Taux de mortalité infantile	55,68%	Statistiques mondiales (2015)
Taux d'alphabétisation	52,55%	Statistiques mondiales (2015)

Référentiel		
Economie	Valeur	Sources
Croissance économique	6,7	BAD 2020
Pib par habitant	2415 $	2018

Développement durable en Afrique

La gouvernance des cités locales au coeur de la 1ère edition du FORAF

Environ trois (03) mois après le sommet Africités 9, l'organisation Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique (CGLU Afrique), a organisé en collaboration avec l'Association des Régions du Maroc (ARM), le Conseil Régional de l'Oriental (CRO) et le Ministère de l'Intérieur du Maroc, la 1ère edition du Forum des Régions d'Afrique (FORAF). Déroulée du 08 au 10 septembre 2022, cette rencontre a été l'occasion pour les collectivités territoriales de discuter des défis pour "une Afrique des peuples".

• Sylvestre TCHOMAKOU

Pour l'atteinte des objectifs de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine (UA), l'organisation Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique (CGLU Afrique) multiplie les actions afin d'amener les collectivités territoriales à mieux agir pour de meilleures conditions de vie des populations et prioriser la prestation de services responsables. A cette 1ère edition du Forum des Régions d'Afrique (FORAF) qui s'est déroulée avec la participation de 85 présidents de régions africaines issues de 20 pays pratiquant la gouvernance décentralisée, il a été question pour les délégués de réfléchir autour du thème "la contribution des collectivités régionales au développement durable et à la dynamique d'intégration de l'Afrique". Dans son adresse d'ouverture des travaux, le président de la Région de l'Oriental, Abdenbi Bioui, a appelé à faire du FORAF une plateforme de dialogue entre les régions et un mécanisme de défense de leurs intérêts. « Face aux effets économiques de la pandémie de Covid-19, la crise climatique, la fuite des cerveaux, ainsi que les disparités grandissantes causées par la révolution technologique, la délivrance passe inévitablement par la réalisation des objectifs de développement durable, l'intégration et l'investissement des ressources africaines en faveur des Africains en premier lieu », se convainc-t-il. Se voulant d'être le rendez-vous pour examiner les meilleures voies de développement territorial sur le continent, cette 1ère edition du FORAF a permis d'aborder plusieurs grandes thématiques, à savoir : le découpage territorial, les défis climatiques, la gestion des ressources financières et humaines et les enjeux du développement économique et social. Lors de la première journée, les participants ont souligné le rôle de ces collectivités territoriales dans la promotion du développement durable et de la dynamique d'intégration et de gouvernance en Afrique. Ils n'ont pas manqué de mettre l'accent sur la nécessité de renforcer le leadership régional au service de la paix, de la sécurité et de la gouvernance démocratique. L'occasion a, par ailleurs, été pour les initiateurs de presenter la feuille de route du FORAF qui a été élaborée pour fixer des objectifs concrets à tous les présidents des régions d'Afrique et les inviter à renforcer leurs gouvernements régionaux, financièrement, techniquement et démocratiquement. Les actions présentées dans la feuille de route ont pris en compte le plan décennal de CGLU Afrique, également connu sous le nom de GADEPPA 2.0. Les participants se sont engagés à collaborer avec le secrétariat de la Zone de libre-échange Continentale Africaine (ZLECA) et Afreximbank et ont encouragé le secrétariat de CGLU Afrique à établir un protocole d'accord avec les institutions susmentionnées. La feuille de route sera traduite en un plan d'action qui sera élaboré par un groupe de travail composé de cinq (5) membres, un (1) par région. Ce plan de travail sera présenté lors du Conseil Panafricain de CGLU Afrique qui se tiendra à Tanger, du 1er au 3 novembre 2022.

Election du bureau exécutif du FORAF

Les membres du bureau du FORAF ont été élus lors de l'assemblée qui s'est tenue le 9 septembre 2022. Le Bureau Exécutif du FORAF est maintenant composé de quatre vice-présidents (de la Région Amoron'i Mania de Madagascar, représentée par sa Présidente, Madame Aline Mamiarosa ; de l'Association des Régions du Maroc représentée par sa Présidente, Madame Bouaida Mbarka, Présidente de la Région de Guelmin, Maroc ; de la Région du Nord, Cameroun, représentée par son Président, M. Oumarou Ousmanou ; de la Province de Gauteng, Afrique du Sud, représentée par son Premier Ministre, M. David Makhura (qui était représenté par M. Lebogang Maile, MEC de la province de Gauteng, Afrique du Sud) ; et en tant que président, le Forum des gouverneurs du Nigeria, représenté par le Dr John Olukayode Fayemi, gouverneur de l'État d'Ekiti, Nigeria. Dans son discours de remerciement, le nouveau président élu du FORAF a souligné qu'il est grand temps que les Africains cessent d'agoniser et commencent à s'organiser". Le Forum des Régions d'Afrique est un premier pas concret vers l'émergence de "l'Afrique des Peuples" souhaitée par l'Agenda 2063 de l'Union Africaine, et un changement majeur pour un avenir radieux du continent.

Administration bancaire en Afrique

Jeremy Awori, nouveau Directeur général du Groupe Ecobank

Appelé à faire valoir ses droits à la retraite, Ade Ayeyemi quitte son poste de Directeur Général de Ecobank Transnational Incorporated (ETI). Le Conseil d'Administration de la Banque a désigné Jeremy Awori, son successeur selon un communiqué de presse en date du 12 septembre 2022.

• Bidossessi WANOU

Jeremy Awori est le nouveau Directeur général du Groupe Ecobank Transnational Incorporated (ETI). Il a été désigné par le Conseil d'Administration du groupe. Le Nouveau Manager général de la banque panafricaine totalise un quart de siècle d'expérience dans le secteur bancaire, dont près de dix ans en qualité de Directeur général de l'Absa Bank Kenya Plc. Précédemment, Jeremy Awori a occupé plusieurs postes de direction au sein de la Standard Chartered Bank au Moyen-Orient et en Afrique. Il a réussi à bâtir un riche parcours qui renforce son expérience et sa maîtrise du secteur, toute chose qu'il saura mettre au service du Groupe Ecobank. A l'occasion de l'annonce de la nouvelle, « Jeremy Awori est un leader très respecté dans le secteur bancaire, qui a obtenu des résultats significatifs dans ses précédentes fonctions. Le Conseil d'Administration est convaincu que son dynamisme et sa forte orientation vers les résultats seront essentiels pour guider le Groupe dans sa prochaine phase », a témoigné Alain Nkontchou, président du Conseil d'Administration. Il a ensuite exprimé les gratitudes du Groupe ETI au DG sortant, Ade Ayeyemi pour son leadership et sa contribution au cours de ces sept dernières années à la tête du Groupe Ecobank. « Ade Ayeyemi peut être fier, à juste titre, d'avoir réussi, à diriger la mise en œuvre de la stratégie de la Feuille de route pour le Leadership, à relever les défis, à saisir les opportunités et à positionner Ecobank pour une croissance durable à long terme. Ses connaissances approfondies, sa vision, son engagement et son immense enthousiasme ont fait toute la différence. Ce fut un réel plaisir de travailler avec lui. Je compte sur son appui sans faille pour assurer une transition aisée lors de la prise de fonction de Jeremy Awori au poste de directeur général », a-t-il indiqué. C'est également un sentiment de devoir accompli qui anime le DG sortant. « Cela a été un grand privilège pour moi d'avoir pu diriger une équipe formidable d'Ecobanquiers afin de permettre au Groupe Ecobank de renouer avec la croissance et de continuer à réaliser notre noble mission panafricaine », a confié Ade Ayeyemi qui a promis travailler à une transition harmonieuse en vue de faciliter la mise en place de son successeur. Très heureux de pouvoir rejoindre le groupe ETI, le nouveau Directeur général a promis consolider la transformation et créer de la valeur aux parties prenantes. « Je suis très honoré d'avoir été nommé à la tête du Groupe Ecobank. Je serai heureux de consolider la transformation de Ecobank, une institution véritablement panafricaine qui compte de nombreux talents, et de créer de la valeur pour toutes les parties prenantes. C'est avec humilité que je saisis l'opportunité qui m'est offerte de contribuer au développement économique et à l'intégration financière du continent avec le Groupe Ecobank », a affirmé Jeremy Awori.

Ecobank Transnational Incorporated ('ETI' ou 'Le Groupe') en bref

Ecobank Transnational Incorporated ('ETI') est la société mère du Groupe Ecobank, le premier groupe bancaire panafricain indépendant. Le Groupe Ecobank emploie environ 13 000 personnes au service de plus de 32 millions de clients dans les secteurs de la banque des particuliers, la banque commerciale et la banque de grande clientèle dans 33 pays africains. Le Groupe possède un agrément bancaire en France et dispose de bureaux de représentation à Addis-Abeba en Éthiopie, à Johannesburg en Afrique du Sud, à Beijing en Chine, à Londres au Royaume-Uni et à Dubaï aux Émirats Arabes Unis. Le Groupe offre une gamme complète de produits, services et solutions bancaires – y compris numériques – notamment les comptes bancaires et de dépôt, les prêts, la gestion de trésorerie, le conseil, les opérations de trading, la négociation des valeurs et la gestion de patrimoine. ETI est cotée en bourse sur plusieurs marchés boursiers, à savoir le Nigerian Exchange à Lagos, le Ghana Stock Exchange à Accra et la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières à Abidjan. Pour de plus amples informations, prière de consulter www.ecobank.com

Indicateurs économiques du Bénin

Indicateurs de croissance

Indicateur de croissance	2015	2016	2017	2018 (e)	2019 (e)
PIB (milliards USD)	8,30	8,58 e	9,41 e	10,62	11,56
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	2,1	4,0 e	5,4 e	6,0	6,3
PIB par habitant (USD)	764 e	771 e	826 e	910	969
Endettement de l'Etat (en % du PIB	42,425	50,267	53,364 e	53,557	51,546
Taux d'inflation (%)	0,3	-0,8	2,0 e	2,1	2,0
Balance des transactions courantes (milliards USD)	-0,70	-0,62 e	-0,82 e	-0,75	-0,80
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	-8,4	-7,2 e	-8,7 e	-7,1	-6,9

Source : FMI - World Economic Outlook Database - Dernières données disponibles. Note : (e) Donnée estimée

Indicateurs monétaires	2013	2014	2015	2016	2017
Franc CFA BCEAO (XOF)- Taux de change annuel pour 1 EURO	630,96	630,63	631,22	630,86	531,31

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

Les principaux secteurs économiques

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	43,2	18,5	38,3
Valeur ajoutée (en % du PIB)	25,6	23,4	51,1
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	4,4	4,5	3,6

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

Les indicateurs de Commerce

Indicateurs du commerce extérieur	2012	2013	2014	2015	2016
Importations de biens (millions USD)	2.339	3.010	3.823	3.028	2.251
Exportations de biens (millions USD)	1.443	1.982	2.563	2.032	1.354
Importations de services (millions USD)	575	761	884	n/a	712
Exportations de services (millions USD)	414	500	456	n/a	382
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	12,3	30,0	16,1	-8,4	1,4
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	24,1	20,7	24,8	-10,1	7,0
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-559	-612	-710	-505	-669
Commerce extérieur (en % du PIB)	59,7	69,5	76,5	68,0	70,2
Importations de biens et services (en % du PIB)	35,1	41,3	44,5	39,8	39,7
Exportations des biens et services (en % du PIB)	24,6	28,2	32,1	28,2	30,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles

Principaux pays partenaires

Principaux clients (% des exportations)	2015
Inde	13,0 %
Niger	9,6 %
Malaisie	8,8 %
Singapour	7,9 %
Vietnam	7,5 %
Bangladesh	7,4 %
Nigeria	6,3 %
Chine	5,3 %
Indonésie	3,7 %
Pakistan	2,8 %

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Principaux fournisseurs (% des importations)	2015
France	11,7 %
Chine	10,8 %
Inde	9,8 %
Togo	8,5 %
Thaïlande	7,7 %
Espagne	6,0 %
Belgique	4,9 %
Etats-Unis	3,3 %
Nigeria	3,3 %
Pays-Bas	3,2 %

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Investissement

Les IDE en chiffres

	Bénin	Afrique Subsaharienne	Etats-Unis	Allemagne
Index de transparence des transactions*	7,0	5,0	7,0	5,0
Index de responsabilité des managers**	1,0	4,0	9,0	5,0
Index de pouvoir des actionnaires***	5,0	5,0	4,0	8,0
Index de protection des investisseurs****	4,0	4,3	6,5	6,0

Source : Doing Business - Dernières données disponibles.

Note: *Plus l'index est grand, plus les transactions sont transparentes. **Plus l'index est grand, plus les managers sont personnellement responsables. *** Plus l'index est grand, plus les actionnaires ont le pouvoir de défendre leur droit. **** Plus l'index est grand, plus la protection des actionnaires est importante.

Investissement Direct Etranger	2014	2015	2016
Flux d'IDE entrants (millions USD)	405	150	161
Stocks d'IDE (millions USD)	1.607	1.666	1.690
Nombre d'investissements Greenfield***	1	5	0
IDE entrants (en % de la FBCF****)	14,6	6,8	7,7
Stock d'IDE (en % du PIB)	16,5	20,1	19,7

Source : CNUCED - Dernières données disponibles.

Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

PIB	dernier	Référence	Précédent
Taux de croissance annuelle du PIB	5,5	Mars 2018	5,5
PIB	9.27 milliards USD	Déc 2017	8.57
Pib par habitant	860 USD	Déc 2017	837
Pib par habitant Ppp	2064 USD	Déc 2017	2010
Prix constant du Pib	4095 de FCFA- Milliards	Déc 2016	3939
Pib de l'agriculture	855 de FCFA- Milliards	Dec 2016	878
Pib de la fabrication	874 de FCFA- Milliards	Dec 2016	779
Pib du secteur des mines	14.7 de FCFA- Milliards	Dec 2016	10.7
Pib de l'administration publique	316 de FCFA- Milliards	Déc 2016	315
Pib des services	1510 de FCFA- Milliards	Déc 2016	1491

Source : trading economics

Tarifs	Dernier	Référence	Précédent
Taux d'inflation	0.8%	Mai 2018	1.9
L'inflation alimentaire	1.8%	Mai 2018	5.3
Indice des prix à la consommation	113 Index-Points	Mai 2018	113
CPI Housing Services publics	115 Index-points	Mai 2018	115
CPI Transport	114 Index-Points	Mai 2018	114

Source : trading economics

Argent	Dernier	Référence	Précédent
taux d'intérêt	4.5%	Juin 2018	4.5
Fort taux d'intérêt	6.93%	Déc 2016	6.99
Taux interbancaire	5.08%	Mai 2018	3.75

Source : trading economics

Commerce	dernier	Référence	Précédent
Balance commerciale	-190 FCFA – Milliards	Mars 2018	-408
Exportations	147 FCFA – Milliards	Mars 2018	82.05
Importations	338 FCFA – Milliards	Mars 2018	490
Compte courant	-809 USD million	Dec 2016	-745
Compte courant par rapport au PIB	-7.1%	Dec 2016	-6.5
Indice de terrorisme	0	Dec 2016	0

Source : trading economics

Gouvernement	dernier	Référence	Précédent
La dette publique au PIB	23.2%	Dec 2016	21.3
Budgets du gouvernement	-5.8% of GDP	Dec 2017	-6.2
Cote de crédit	30	-	-
Dépenses militaires	112 USD Million	Dec 2017	79.58

Source : trading economics

Entreprise	dernier	Référence	Précédent
Vitesse Internet	1517KBps	Mars 2017	1642
Adresses IP	5580 IP	Mars 2017	5652
Utilisation de la capacité	57.9%	Mars 2018	63.4
Indice de compétitivité	3.47 points	Dec 2018	3.47
Compétitivité rang	120	Dec 2018	124
Indice de la corruption	39 Points	Dec 2017	36
Corruption rang	85	Dec 2017	95
Facilité de faire des affaires	151	Dec 2017	155
Production industrielle	5.4%	Mars 2018	26.6
Indice économique avancée	0.8%	Fev 2018	0.7

Source : trading economics

Rentrée universitaire

Comment faire face aux coûts croissants de la vie étudiante

Le budget est l'une des préoccupations majeures des étudiants : à l'heure de prendre son indépendance en accédant, bien souvent, à un premier logement, il faut maîtriser ses finances pour pouvoir assumer les nombreux frais qui vont de pair avec cette autonomie et la poursuite d'études supérieures... le tout avec des ressources en général réduites. Et l'équation est d'autant plus épineuse en ces temps d'inflation.

Un logement adapté

Le logement est le premier poste de dépenses. Comptez environ 500 € par mois en région, contre pas loin de 700 € en Île-de-France. Mais d'importantes disparités existent en fonction de la ville et du type d'habitation. Les résidences universitaires du Crous (Centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires) sont un bon moyen de faire baisser la facture avec un tarif moyen de 450 € à Paris et de 350 € en région, d'autant qu'elles sont proches des lieux d'études, ce qui permet d'économiser sur le transport. Les demandes sont à déposer entre début mai et mi-juin sur le portail officiel, pour une réponse maximum début juillet. Mais attention, il y a peu d'élus ! Les résidences étudiantes privées peuvent alors être une bonne alternative puisqu'elles proposent des prix compétitifs. Autre option : les foyers d'étudiants et de jeunes qui reposent sur un esprit communautaire appréciable lorsqu'on débarque dans une ville inconnue. Enfin, les studios meublés, colocations et chambres chez l'habitant sont légion dans le parc privé mais impliquent de redoubler de vigilance. Rappelez-vous en effet que votre logement doit vous permettre d'étudier dans de bonnes conditions.

Les frais courants

En moyenne, les étudiants déboursent près de 350 € pour se nourrir, se vêtir et financer leurs produits d'hygiène et d'entretien. S'il est bien entendu possible de réduire l'addition en optant pour des marques distributeurs et des aliments bon marché, les pâtes au beurre ont tôt fait de lasser ! Pour varier les plaisirs à moindre coût, l'idéal est de se tourner vers les restaurants universitaires qui proposent des menus complets et équilibrés à 3,30 € (1 € pour les boursiers et les étudiants en difficulté financière). Grâce à des applications antigaspi comme Too good to go ou Phenix, il est aussi possible de profiter d'invendus alimentaires à moindres frais, tandis que les grandes enseignes proposent des prix cassés pour les articles proches de la date de péremption. Sur critères sociaux, vous pouvez encore bénéficier des épiceries solidaires étudiantes mises en place dans le cadre des Agoraé de la Fage. Côté transports, il faut privilégier les abonnements annuels, sachant que votre carte étudiante vous permettra d'accéder à des tarifs réduits aussi bien pour le bus ou le train, que pour les cinémas et les musées. La Carte jeune européenne (10 €) permet également de profiter de bons plans culturels en France et dans l'Union.

Les dépenses de scolarité

Période particulièrement onéreuse, la rentrée universitaire rime aussi avec le paiement des frais de scolarité. Dans le public, ils se chiffrent entre 200 et 300 € pour une inscription en cycle de licence ou de master, à près de 400 € pour un doctorat et à plus de 600 € pour une année de cursus en formation d'ingénieur sous tutelle du ministère de l'Enseignement supérieur. Les prix grimpent en revanche facilement dans les grandes écoles publiques et dans les établissements privés, notamment dans les écoles de commerce où les tarifs varient entre 3000 et 10.000 € par an. Une enveloppe unique de 92 € sera par ailleurs à acquitter avant votre inscription administrative au titre de la contribution vie étudiante et de campus (CEVC), sauf si vous êtes boursier.

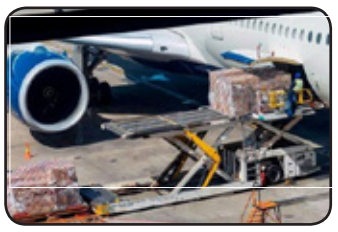
Focus : Des aides à solliciter

La bonne nouvelle c'est que de nombreuses aides publiques sont prévues pour soutenir le budget étudiant ! En tête de liste, les allocations logement de la CAF (Caisse des allocations familiales) peuvent prendre en charge une partie de votre loyer, tout comme l'aide Mobili-jeune d'Action Logement si vous êtes en alternance. Sans être exhaustif, citons aussi la garantie Visale pour bénéficier d'une caution, le prêt garanti par l'État pour financer vos études, l'aide à la mobilité pour les boursiers ou encore l'aide au passage du permis de conduire. Pensez également à la complémentaire santé solidaire (CSS) pour alléger le coût du médecin et de la pharmacie et au programme « Départ 18:25 » pour des vacances à prix cassé.

20 minutes

Transports

Baisse de 3,5% du trafic africain de fret aérien en juillet 2022, l'IATA optimiste



Alors que la reprise du trafic fret est engagée à l'échelle mondiale, la courbe de performance poursuit son redressement, avec des niveaux de volumes qui fluctuent selon les régions. En Afrique, les tendances sont plutôt encourageantes par rapport à la conjoncture mondiale. Selon les données de l'association du transport aérien international (IATA), la demande mondiale de fret aérien pour le mois de juillet 2022 a baissé de 9,7% en glissement annuel. Cependant, le marché africain continue de résister à ce recul, avec une baisse de seulement 3,5%. « Le fret aérien mondial suit des niveaux proches de ceux de 2019 [-3,5%, Ndlr.], bien qu'il ait reculé par rapport à la performance extraordinaire de 2020-2021. La volatilité résultant des contraintes de la chaîne d'approvisionnement et de l'évolution des conditions économiques a entraîné une évolution essentiellement latérale des marchés depuis avril. Les données de juillet nous montrent que le fret aérien tient le coup, mais comme pour presque tous les secteurs, nous devrons surveiller attentivement les développements économiques et politiques lors des prochains mois », a déclaré Willie Walsh, DG de l'IATA. On note dans d'autres régions du monde un repli plus élevé qu'en Afrique, notamment en Asie-pacifique (-9%), en Europe (-17%), en Amérique du Nord (-5,7%), en Amérique latine (-9,2) et au Moyen-Orient (-10,9%). L'IATA estime néanmoins que le redressement du commerce au 2ème trimestre 2022 cumulé à l'assouplissement supplémentaire des restrictions covidiennes en Chine stimulera davantage la reprise pour les mois à venir et pourrait améliorer les taux. Le repli de la demande ne devrait pas non plus entrainer une baisse des prix. Le transport aérien, notamment sur les destinations africaines, continue de subir la pression de taxes d'aéroports parmi les plus élevées au monde, une dépréciation des monnaies locales face au dollar américain qui augmente les coûts de service, et des prix des carburants toujours plus élevé qu'il y a deux ans.

Trafic aérien

1 123 700 passagers enregistrés par les aéroports de Côte d'Ivoire durant les 7 premiers mois de 2022

La course pour retrouver les performances d'avant-pandémie se poursuit dans tous les aéroports du continent africain, avec comme enjeux de réparer les dégâts causés par la crise sanitaire sur la trésorerie, l'organisation fonctionnelle ou opérationnelle, etc. 1 123 700 passagers ont transité par les aéroports de la Côte d'Ivoire au cours des 7 premiers mois de 2022. Ceci équivaut à une évolution de 37% du débit d'activité enregistré de janvier à juillet 2021. Cette performance de flux a été portée par le trafic passager commercial qui a connu une hausse de 37,9%, et le nombre de voyageurs en transit dont le niveau de progression a été de 29,2%. Les mouvements de passagers les plus réguliers ont été faits à destination des pays de la CEDEAO, avec 361 524 voyageurs enregistrés au cours de la période, soit une part de 35,1% du trafic global. L'Europe occupe la deuxième position des destinations les plus fréquentées en partant des aéroports ivoiriens, avec 343 942 voyageurs, suivie des autres pays de l'Afrique n'appartenant pas à l'espace CEDEAO. Les indices du fret aérien ont également été positifs, avec environ 22 352 tonnes de marchandises traitées durant sur la période indiquée. Les aéroports ivoiriens pourraient égaler la performance de 2019 où les flux annuels globaux s'établissaient à 2 271 700 passagers, grâce au contexte actuel de forte reprise. Selon l'IATA, le trafic mondial a déjà atteint près de 74% des chiffres d'avant-pandémie et poursuit son ascendance.

Nigeria

La production de sorgho attendue en hausse à 7 millions de tonnes en 2022/2023

Au Nigeria, les céréales fournissent l'essentiel de l'apport calorique quotidien pour la majorité de la population. A côté du riz, du maïs et du blé, d'autres graminées jouent un rôle important dans la sécurité alimentaire et sont devenues des cultures commerciales à part entière. En 2022/2023, le Nigeria devrait enregistrer une récolte de 7 millions de tonnes de sorgho. C'est ce qu'indique le Département américain de l'agriculture (USDA) dans sa dernière note sur la filière. Le niveau de production escompté serait en hausse par rapport au stock de l'année précédente (6,72 millions de tonnes). Il pourrait aussi marquer la troisième saison consécutive d'augmentation depuis celle de 2020/2021, confirmant ainsi la dynamique affichée par la filière durant la dernière décennie. Dans le pays d'Afrique de l'Ouest, où le sorgho est l'une des rares céréales à ne pas être importée, son utilisation croissante dans plusieurs industries contribue au renforcement des investissements dans le développement de la production. Parmi celles-ci, figure le secteur de l'alimentation animale, de la confiserie et surtout de la bière. Au niveau de ce dernier segment, certains brasseurs incorporent ainsi le sorgho à hauteur de 40 % dans la production de boissons alcoolisées et non alcoolisées. Plus globalement, le niveau important de l'autoconsommation liée à la forte demande intérieure aussi bien au niveau industriel que pour la consommation humaine directe limite considérablement les expéditions sur le marché international. S'il est ainsi le second fournisseur mondial de la céréale derrière les USA et le premier en Afrique, le Nigeria n'exporte en moyenne que 50 000 tonnes de sorgho surtout vers le Niger et le Tchad.

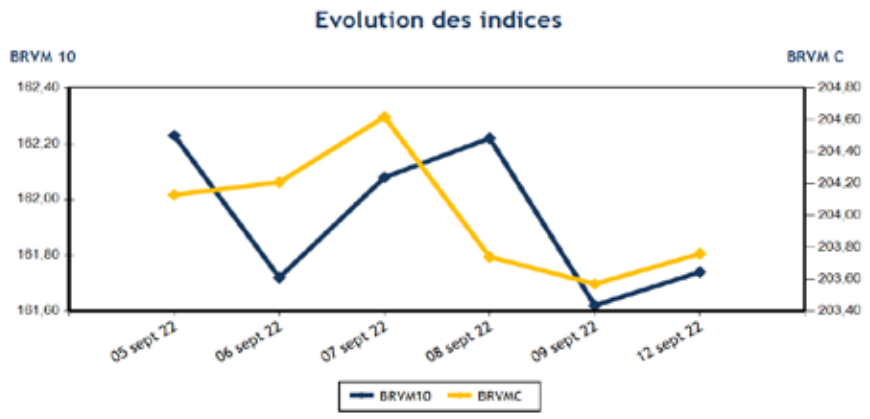
Ecofin du 12 Septembre 2022

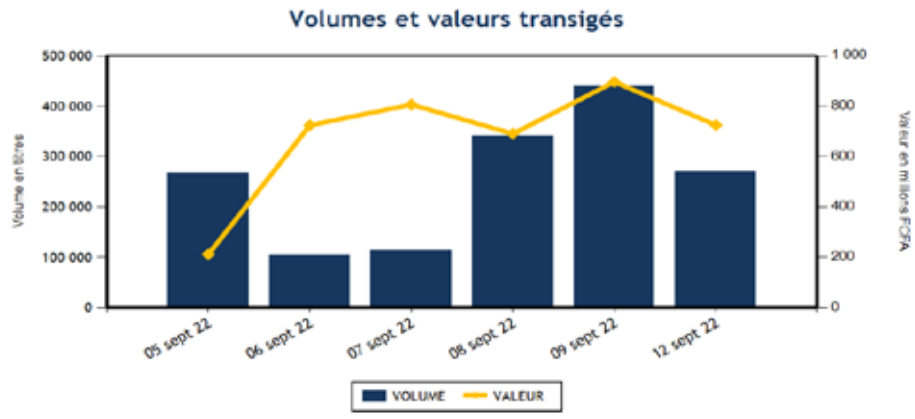
BRVM 10	161,74
Variation Jour	0,07 %
Variation annuelle	5,36 %

BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

N° 174 — lundi 12 septembre 2022 — Site : www.brvm.org

BRVM Composite	203,76
Variation Jour	0,09 %
Variation annuelle	0,73 %





Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	6 133 519 568 858	0,09 %
Volume échangé (Actions & Droits)	264 359	-37,54 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	669 890 441	-6,01 %
Nombre de titres transigés	41	-2,38 %
Nombre de titres en hausse	12	-20,00 %
Nombre de titres en baisse	13	0,00 %
Nombre de titres inchangés	16	14,29 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	8 183 961 228 660	0,07 %
Volume échangé	5 464	-69,18 %
Valeur transigée (FCFA)	54 663 500	-70,20 %
Nombre de titres transigés	7	0,00 %
Nombre de titres en hausse	3	-25,00 %
Nombre de titres en baisse	0	-100,00 %
Nombre de titres inchangés	4	100,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SMB CI (SMBC)	6 495	6,48 %	-5,87 %
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	3 700	4,23 %	-11,90 %
NESTLE CI (NTLC)	6 800	4,06 %	47,67 %
BANK OF AFRICA NG (BOAN)	6 500	3,83 %	27,45 %
NSIA BANQUE COTE D'IVOIRE (NSBC)	5 600	3,80 %	-9,46 %

PLUS FORTES BAISSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SICOR CI (SICC)	8 805	-7,36 %	71,97 %
NEI-CEDA CI (NEIC)	635	-6,62 %	1,60 %
AIR LIQUIDE CI (SIVC)	730	-5,19 %	-18,44 %
SAFCA CI (SAFC)	865	-2,81 %	1,76 %
SAPH CI (SPHC)	5 500	-2,74 %	5,87 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	102,02	1,30 %	-7,35 %	70 791	334 154 010	27,14
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	465,77	-0,38 %	3,77 %	8 410	49 670 075	9,34
BRVM - FINANCES	15	77,47	0,28 %	0,44 %	150 127	121 836 596	7,51
BRVM - TRANSPORT	2	431,20	0,00 %	-30,69 %	120	212 400	6,91
BRVM - AGRICULTURE	5	299,64	-0,82 %	23,15 %	32 694	159 045 315	6,12
BRVM - DISTRIBUTION	7	379,60	0,23 %	-6,83 %	2 217	4 972 045	27,92
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 770,62	0,00 %	96,58 %	0	0	17,23
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	8,09	
Taux de rendement moyen du marché	7,30	
Taux de rentabilité moyen du marché	7,93	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	103	
Volume moyen annuel par séance	1 085 523,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 563 671 040,79	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	4,80	
Ratio moyen de satisfaction	22,79	
Ratio moyen de tendance	475,07	
Ratio moyen de couverture	21,05	
Taux de rotation moyen du marché	0,02	
Prime de risque du marché	6,45	
Nombre de SGI participantes	28	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = *Volume annuel échangé / nombre de séances*
Valeur moyenne annuelle par séance = *Valeur annuelle échangée / nombre de séances*
Ratio moyen de liquidité = *Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)*
Ratio moyen de satisfaction = *Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)*
Ratio moyen de tendance = *Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)*
Ratio moyen de couverture = *Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)*

Taux moyen de rotation = *moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)*
PER moyen du marché = *moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif*
Taux de rendement moyen = *moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende*
Taux de rentabilité moyen = *moyenne des taux de rentabilité des actions cotées*
Prime de risque du marché = *(1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat*

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18,Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : brvm@brvm.org, Site Web : www.brvm.org

UCA
Av. proche, rue en face de l'eglise Saint Michel allant vers Caboma, immeuble Comète lot 202 parcelle « d », Cotonou – BENIN
001 BP 8690 RP
uca@ucasgi.com
(229) 21 31 00 21 / 61 18 18 00
(229) 21 31 00 21
www.ucasgi.com

SGI BENIN
Carré 211 St Michel
immeuble SGI-Bénin 01 BP
4546 Cotonou.
Tél : (229) 21 31 15 41
21 31 15 71

BOA CAPITAL SECURITIES
Groupe BMCE BANK
BOA CAPITAL SECURITIES
Siège BOA Benin,
Boulevard de France
Tel : (229)
21315343/64182121

AGI SOCIETE DE BOURSE
Immeuble de l'Africaine des Assurances
Face à la Direction de l'Emigration Immigration
01 BP 8668 RP Cotonou
contact@sgi-agi.com
+229 21318733
+229 21316066

AFRICABOURSE
Avenue Steinmetz Face
Immeuble Air Gabon 01 BP
6002 COTONOU BENIN
Tél : (229) 21 31 88 35 /
21 31 88 36

BFS
BIIC Financial Services
Société de gestion et d'intermédiation
Boulevard Saint Michel
Immeuble Agence BIIC Dantokpa
01 BP. 7700 Cotonou
Tél. +229 21324875
Tél. +229 21324876
sgibfs@biic-financialservices.com

Quelques pharmacies à Cotonou

N°	NOM DE LA PHARMACIE	TELEPHONE	ARR
1	SILOE DEGAKON	99070606	1ER
2	SURU-LERE	64341313/99480846	
3	TANTO	64104471	
4	REINE DES GRÂCES	95360822	2EME
5	ADETONA LOMNAVA	94012397	3EME
6	AGBODJEDO	63425131/61822725	
7	LA BENINOISE	60502956/21377190/21330646	4EME
8	NOUVELLE PHARMACIE DE L'HABITAT	63045618/99947477/95508789	
9	ATINKANMEY	94012392/60019772	5EME
10	GANHI	95943682/60805039	
11	ZONGO	95846920	
12	DES 4 THERAPIES	21323330/98846095	6EME
13	JERICHO	95846914	
14	SAINTE EUPHRASIE DE VOSSA	69510000	
15	MAHUTON	52018944	
16	AMEN	63016565/67309529	7EME
17	MARINA	94018724	
18	SAINT GABRIEL	95605656	8EME
19	KINDONOU	21380115	9EME
20	DE L'AMITIE	21380512/95869239	10EME
21	NOUVELLE PHARMACIE FIFADJI	62646802	
22	VEDOKO	94018722	
23	DE LA PAIX	21303865/97604362	11EME
24	LA MADONE	95338399/94013982	12EME
25	SAINT LOUIS	95859686	
26	LES PYLÔNES	66826813/95924231	13EME
27	LULI LULI	98656060	

Prix des produits hydrocarbures et gaz

Produits	Unité de mesure	Prix (en FCfa)
Essence	1l	600
Pétrole	1L	851
Gasoil	1L	668
Mélange	1L	615
Gaz domestique	6kg (petite bouteille)	4770
	12,5kg (moyenne bouteille)	9900
	18kg (grande bouteille)	14.300
Huile à moteur (essence)	Bidon (1L)	2.900
	Bidon (4L)	9.590
Huile à moteur (diésel)	Bidon de 4Littres	10.535
Huile à moteur (Atf boîte automatique)	2littres	6.320
Huile à moteur (à pont EP 90)	2Littres	6.130
Huile à moteur en vrac	1Littre	2.265
Huile à moteur diesel	1Littre	2.165
Huile à 2 temps en vrac	1L	1.635
Graisse	0,400g	2.940
Eau distillée	1,5L	850
Eau de refroidissement	Bidon (1,5L)	1.600
	Bidon (5L)	5.000
Electrolyte	5L	4.000
E140 en vrac	1L	2.175
E140 camion et 4X4	Bidon de 2L	6.295

Source : Station « JNP» Mardi 13 Septembre 2022

Jours du marché Dantokpa

Septembre 2022

Vendredi 2 Septembre 2022

Mardi 6 Septembre 2022

Samedi 10 Septembre 2022

Mercredi 14 Septembre 2022

Dimanche 18 Septembre 2022

Jeudi 22 Septembre 2022

Lundi 26 Septembre 2022

Vendredi 30 Septembre 2022

Taux de change

Devises étrangères	Franc CFA (1Xof)
Dollar (USD)	652,73
Euro	655,95
Livre Sterling (GBP - Grande Bretagne)	775,87
Naira (NGN - Nigeria)	1,57
Cedi (GHS - Ghana)	80,69
Rand (ZAR – Afrique du Sud)	38,18
Yen (JPY)	4,7
Yuan (CNY)	97,15
Rouble russe (RUB)	10,44
Franc Suisse (CHF)	665,26
Franc Guinéen (GNF)	0,07
Roupie indienne (INR)	8,2
Droits de tirage spéciaux (FMI)	856,57
Or (XAU)	1131857,00
Argent (XAG)	12480,68

Les marchés locaux qui s'animent par huitaine

Départements	Lieux	Noms	Jours
Alibori	Malanville	Malanville	dimanche
	Ségbana	Ségbana	dimanche
	Bérébouaye	Bérébouaye	samedi
	Malanville	Malanville	samedi
	Karimama	Karimama	vendredi
	Matéri	Matéri	jeudi
	Tanguiéta	Tanguiéta	lundi
	Cobly	Cobly	**mercredi**
	Gaouga	Gaouga	mardi
	Kassoua	Kassoua	mardi
Mono	Grand-Popo	Grand-Popo	mardi
	Agoué	Agoué	**mercredi**
Zou	Djalloukou	Djalloukou	dimanche
	Massi	Massi	dimanche
	Agouna	Agouna	mardi
	Ikèmo n	Ikèmon	**mercredi**
Borgou	Gogounou	Gogounou	dimanche
	Bembéréké	Bembéréké	jeudi
	Kalalé	Kalalé	jeudi
	Tchaourou	Tchaourou	lundi
	Tchikandou	Tchikandou	mardi
	Fô-Bouré	Fô-Bouré	**mercredi**
	Sokka	Sokka	**mercredi**
	Parakou	Azeke	samedi
	N'Dali	N'Dali	samedi
	Dunkassa	Dunkassa	vendredi
Collines	Ouèdèmè	Ouèdèmè	dimanche
	Ouessè	Ouessè	jeudi
	Gobada	Gobada	lundi
	Savè	Savè	lundi
	Tchetti	Tchetti	lundi
	Glazoué	Glazoué	**mercredi**
	Lahotan	Lahotan	**mercredi**
Donga	Bénin	Bénin	jeudi
	Tokotoko	Tokotoko	lundi

Prix des produits de première nécessité appliqués dans les marchés

produits	Unité de mesure	Prix (en FCfa)
Maïs	Tongolo	250
Mil	Tongolo	350/400
Gari ordinaire	Tongolo	350
Gari fin	Tongolo	400
Haricot rouge	Tongolo	650
Haricot blanc	Tongolo	700/800
Arachide décort. Gros grains	Tongolo	800
Piment vert (gbataki)	Tongolo	500
Tomate fraiche	Grand Panier	40.000/50.000
Oignon p m g	Panier (40)	1500/2000/3000
Farine de cossette d'igname	Tongolo	1000
Sésame qualité supérieure	Tongolo	1000
Sel marin local	Tongolo	350
Sel marin importé	Tongolo	350
Sucre en morceau	Paquet	600
Sucre en poudre	1kg	500
Riz ordinaire	Tongolo	Entre 500 et 900
Huile d'arachide locale	1litre	1400
Huile végétale importée	1litre	1700
Huile rouge locale	1,5litre	1000
Igname ordinaire	Tas	3500
Igname à piler	Tas	4500
Savon palmida	1pain	200
Lait concentré sucré BB et autres	250g	400/500
Lait concentré sucré Jago	Plus d'1kg	1200
Lait concentré non sucré Peak	250g	450
Sardine à huile	250g	500
Couscous Sipa	500g (en sachet)	850
Spaghetti Matanti	250g/500g (en sachet)	300/450
Coquillette Maman et autres	250g/500g (en sachet)	300/450
Concentré de tomate	150g/250g/1kg	125/275/450/1900
Banane	Régime	Entre 3000 et 4000
Œuf	Plateau	2400/2600

Source : Quotidien l'Economiste du Bénin, fait le 13/09/ 2022

Cours des matières Premières Mardi 13 Septembre 2022

Matière première	Mois	Dernier	Var.	Var.%	Heure
Or	Août 2022	1.731,95	-10,35	-0,59%	21:17:03
XAU/USD		1.733,77	-8,57	-0,49%	21:17:32
Argent	Sept 2022	19,067	-0,169	-0,88%	21:17:11
Cuivre	Sept 2022	3,4242	-0,0978	-2,78%	21:17:32
Platine	Oct 2022	857,90	-24,90	-2,82%	21:17:32
Palladium	Sept 2022	2.137,50	-19,10	-0,89%	21:17:01
Pétrole brut WTI	Août 2022	103,61	-1,18	-1,13%	21:17:32
Pétrole Brent	Sept 2022	106,57	-0,45	-0,42%	21:17:32
Gaz naturel	Août 2022	6,429	+0,395	+6,55%	21:17:14
Fioul	Août 2022	3,7730	+0,1001	+2,73%	21:17:28
Essence RBOB	Août 2022	3,4612	+0,0141	+0,41%	21:17:28
Gasoil Londres	Août 2022	1.123,00	+49,50	+4,61%	21:17:26
Aluminium		2.380,00	-72,00	-2,94%	19:25:38
Zinc		3.049,50	-32,00	-1,04%	19:27:17
Nickel		21.880,00	+132,50	+0,61%	19:55:12
Cuivre		7.611,00	-179,00	-2,30%	19:30:02
Blé américain	Sept 2022	855,30	-35,70	-4,01%	20:20:06
Riz Paddy	Sept 2022	16,532	+0,077	+0,47%	20:20:06
Maïs américain	Sept 2022	635,00	+1,75	+0,28%	20:19:59
Soja américain	Août 2022	1.519,12	+6,12	+0,40%	20:19:57
Huile de Soja américaine	Déc 2022	61,28	+0,79	+1,31%	20:19:56
Farine de soja	Déc 2022	400,10	-3,60	-0,89%	20:20:06
Coton américain	Déc 2022	94,88	-0,75	-0,78%	20:20:01
Cacao américain	Sept 2022	2.378,00	+60,00	+2,59%	19:29:00
Café US C	Sept 2022	212,92	-7,53	-3,42%	19:30:04
Café de Londres	Sept 2022	1.968,00	-2,00	-0,10%	18:30:07
Sucre américain	Oct 2022	18,92	-0,10	-0,53%	18:59:00
Jus d'orange	Sept 2022	164,18	+0,63	+0,39%	20:00:07
Bétail	Août 2022	136,30	+2,35	+1,75%	20:04:59
Porc	Juill 2022	113,18	+0,32	+0,29%	20:04:57
Bovins d'engraissement	Août 2022	174,96	+2,48	+1,44%	20:05:04
Bois de construction	Juill 2022	663,00	+4,00	+0,61%	20:39:44
Avoine		486,10	+1,90	+0,39%	20:19:17

Célébration des 10 ans d'existence

Le quotidien L'économiste du Bénin lance la formation des journalistes

Dans le cadre des festivités marquant ses 10 ans d'existence, le quotidien L'économiste, a donné le top de la formation initiée à l'endroit des journalistes béninois. C'est le Directeur général de L'économiste Léonard Dossou qui a procédé au lancement officiel, lundi 13 septembre 2022, dans les locaux de l'Institut universitaire « Les Cours SONOU » à Cotonou.

• Falco VIGNON

« Les enjeux du journalisme contemporain ». C'est le thème de la formation qui réunit 25 journalistes béninois sélectionnés par appel à candidature dans le cadre de la célébration du jubilé d'étain du quotidien L'économiste du Bénin. A l'occasion du lancement de la formation, Léonard Dossou, DG de L'économiste du Bénin a remercié les participants d'avoir répondu à l'invitation du quotidien. La formation est la première activité marquant la célébration du Jubilé d'étain de L'économiste du Bénin, selon le DG qui a souhaité une « participation active » des journalistes.

A l'en croire, une attestation sera remise aux participants à la fin des deux jours de formation.

Représentant le PDG Fabrice Sonou au lancement de la formation, le Directeur Pédagogique de l'Institut universitaire Les Cours Sonou, Dr Marc Gnanho a remercié le quotidien L'économiste du Bénin pour avoir choisi ses locaux pour la formation des journalistes. Il faut préciser que le 1er Formateur est M. Abel Gbètoénonmon, journaliste économique et planificateur. Il a abordé avec les participants le lexique des termes économiques en quatre points. Le 2e formateur, Jean-Claude Dassonga KOUAGOU, Rédacteur en chef du journal L'économiste, a abordé avec les participants, les « Techniques d'investigation journalistique ». Au nombre des modules de formation qui seront développés aux participants, on peut citer, « Détection et déconstruction des Fake news à l'ère du numérique », « Analyse du Discours des grands hommes ».

Pour rappel, dans le cadre des festivités des 10 ans de L'économiste, il sera organisé le mercredi 14 septembre, une séance de prières dans la matinée dans les locaux du journal afin de rendre grâce à Dieu. Puis un don à un orphelinat de la place. Le jeudi 15 septembre, une marche de santé partira du carrefour Unafrica pour chuter à l'hôtel Azalaï en passant par les carrefours Zongo, Libercom et Port. Ce même jour, démarre le marché de L'économiste. C'est une foire commerciale regroupant les partenaires de l'Economiste et autres. Le vendredi 16, démarre le premier forum de l'économiste. Plusieurs panels avec des personnalités de renommée internationale seront sur ce forum. Ce forum poursuivra dans la matinée du samedi 17 septembre. Le gala aura lieu dans la soirée. Au cours de cette soirée de gala, des partenaires seront primés pour leur accompagnement à l'évolution du journal l'Economiste.

HOROSCOPE finance

Bélier Prudence ! Prudence ! Méfiez-vous d'un piège qu'on pourrait vous tendre, d'une promesse ou d'un engagement qu'on pourrait vous extorquer, entraînant des pertes d'argent considérables. Soyez économe et surtout ne financez pas une entreprise aventureuse. Abstenez-vous de misez gros aux jeux de hasard, car il ne semble pas que vous soyez très favorisé aujourd'hui.

Taureau Aucun changement à l'horizon ; vous devrez encore gagner votre pain à la sueur de votre front. Ne rêvez pas : Saturne et la Lune ne sont ni l'un ni l'autre des facteurs d'expansion, et ce n'est certainement pas cette fois que vous gagnerez au Loto.

Gémeaux Les astres vous mettront en garde en matière d'argent. Ne vous laissez pas tenter par des affaires qui font espérer de gros bénéfices mais qui offrent peu de garanties. Ne faites pas non plus des mises importantes dans des jeux de hasard, car vos chances de gagner seront minimes. D'autre part, refusez catégoriquement de mettre des fonds dans les affaires sur lesquelles vous n'avez pas un droit de regard permanent.

Cancer Vous investirez peut-être dans une affaire qui ne sera pas immédiatement rentable. Quoi qu'il en soit, ne vous laissez pas rouler dans la farine par des gens plus téméraires ou plus machiavéliques que vous. Votre point fort, ce sera de tout prévoir. Vous serez très en verve, et toutes les professions où l'on doit argumenter et persuader seront favorisées.

Lion Il y aura un écueil dans le climat astral qui va s'instaurer aujourd'hui. Il s'agira d'une tendance à croire que l'argent seul peut procurer le bonheur et qu'il suffit d'avoir de l'argent pour être heureux. Certes, l'argent peut donner un certain confort matériel et certaines facilités, mais c'est à peu près tout ce dont il est capable. Il faut se rappeler que la plupart des vraies joies en ce monde sont même allergiques à l'argent.

Vierge Cette configuration de Saturne vous rendra fort impatient de régler vos problèmes pécuniaires. Seulement, à vouloir aller trop vite en besogne, vous risquez de commettre de belles erreurs.

Balance Malgré vos irrésistibles envies de dépense, dont quelques-unes sont d'ailleurs parfaitement légitimes, songez à faire des économies. Gardez malgré tout un oeil vigilant sur votre compte en banque !

Scorpion Bonjour les soucis d'argent ! Après une période faste, vous vous retrouverez à nouveau face à des problèmes pécuniaires. Cependant, en vous imposant des mesures d'économie draconiennes, vous limiterez les dégâts.

Sagittaire Une chance spéculative pourra vous aider à remonter le courant, mais vous devrez agir calmement, sans aucune précipitation et ne tabler qu'à coup sûr. A propos, il faut se rappeler que la plupart des vraies joies en ce monde sont allergiques à l'argent. C'est pour ces raisons qu' "il est aussi mauvais d'avoir de l'argent que de n'en avoir pas" (Lucius Florus).

Capricorne Sur le plan matériel, les soucis vous seront épargnés. Il est vrai que vous saurez gérer votre budget avec beaucoup d'habileté, et régler efficacement les problèmes concrets. Et puis, vous n'hésiterez pas à vous lancer dans des opérations financières audacieuses, tout en évitant de prendre des risques excessifs. Vous obtiendrez de beaux succès.

Verseau Un petit coup de chance est possible aujourd'hui. C'est en effet Vénus, la planète de l'amour, mais qui est aussi, avec Jupiter et Neptune, l'une des planètes de chance du Zodiaque, qui influencera l'un de vos secteurs d'argent. Ne vous attendez pas à gagner le gros lot au Loto, mais vous pourrez tout de même avoir une bonne surprise : par exemple voir quelqu'un vous rembourser une dette que vous aviez oubliée, ou une personne compétente vous accorder une prime imprévue, sur laquelle vous ne comptiez pas.

Poissons Si vous persistez à jeter l'argent par les fenêtres, vous allez bientôt devoir tirer le diable par la queue, et il vous en cuira ! Allons, faites preuve d'économie pour vous éviter bien des soucis inutiles.

L'économiste du Bénin
Premier Quotidien Economique du Bénin

Journal spécialisé d'information d'analyse et d'investigation économique, financière et boursière Edité par l'Agence de Communication "CHEZ VOUS"
N° 0997 MISP / DC / SG / DAI / SCC du 25 / 10 / 2007
Sikèkodji zone résidentielle, 2ème rue à droite en quittant le carrefour Marina pour la Mairie de Cotonou, carré N°83
Email : leconomistbenin1@gmail.com
Site : www.leconomistebenin.com

Directeur Général
Léonard DOSSOU
(00229) 95 429 626 / 97 096 417

Assistant du Directeur Général
Calixte ADIYETON
(66 232 545)
Secrétaire caissière
Ella Viviane HOUEHOMEGAN (97 14 85 43)

Directeur de publication
Jules AFFODJI

Rédacteur en chef
Calixte ADIYETON
(66 232 545)

Secrétaire de rédaction
Abdul Wahab ADO
(66656265)

Rédacteurs

Nestor DEHOUINDJI
Félicienne HOUESSOU
(96 92 43 46)
Bidossessi WANOU
(67 20 33 27)
Sylvestre TCHOMAKOU
Hubert DOSSOU
Falco Vignon

Raoul Gandaho
(Correspondant Ouémé Plateau)
Mouhamed Bouhari SAÏDOU
(Br. Borgou/Alibori)
Jules Daniel Mahuto
(Correspondant Zou-colline)
Modeste COCO (Consultant)
Représentant de l'Economiste du Bénin en Europe, Bureau de Paris:
Franck Vial, correspondant France de l'Economiste du Bénin
Tel +330671790990
Mail : eco.benin.paris@gmail.com

Directrice commerciale
Rigel BATCHO
(69190880)

Graphiste
Gisèle NOUDAÏKPON
(62323855)

Bien-être de la population béninoise

L'Autorité de Régulation du secteur de la Santé installée

La cérémonie d'installation des nouveaux membres de l'Autorité de Régulation du secteur de la Santé a eu lieu ce 12 septembre 2022 au Palais de la Marina. C'est le président Patrice Talon qui a installé les membres en présence des membres du gouvernement et d'autres personnalités.

• Falco VIGNON

A l'occasion de l'installation, le Ministre de la santé a fait savoir que la création et l'installation de l'Autorité de Régulation du Secteur de la Santé (ARS), une institution importante, vient boucler la boucle des réformes dans le secteur de la santé et qui veillera à la bonne gouvernance du secteur de la santé ainsi qu'à l'amélioration de la qualité des services et des soins offerts à nos populations. Selon Benjamin Hounkpatin, le Gouvernement a pris l'option en 2016 sous le leadership du Président de la République Patrice Talon, de procéder au diagnostic des dysfonctionnements du système de santé et d'engager les réformes nécessaires pour corriger les insuffisances et les faiblesses majeures qui limitaient son bon fonctionnement et sa performance. Le Ministre a indiqué qu'une Commission technique chargée des réformes du système de santé avait été alors mise en place. Le diagnostic fait par cette commission a montré que la situation sanitaire du Bénin était marquée par de mauvais indicateurs socio-sanitaires, une mauvaise gouvernance du secteur de la santé et un plateau technique inadéquat. Face à cette situation, le Gouvernement a identifié et engagé avec l'appui du Comité de mise en œuvre des réformes du système de santé, de profondes réformes visant à réorganiser le système sanitaire et à garantir aux populations une large couverture en soins de santé de meilleure qualité. Dans le domaine législatif, des lois majeures ont été adoptées pour améliorer la gouvernance du système de santé, notamment la loi portant protection de la santé des personnes et celle portant organisation des activités pharmaceutiques en République du Bénin.

Pour renforcer le management et le leadership dans le secteur de la santé, plusieurs organes ont été mis en place notamment le Conseil National des Soins de Santé Primaire et le Conseil National de la Médecine Hospitalière. De nouvelles agences ont été créées pour rendre l'action publique dans le domaine de la santé plus efficace et efficiente. Des mesures fortes ont également été prises pour assainir l'exercice en clientèle privée des professions médicales et paramédicales avec l'interdiction aux agents publics d'y exercer et la fermeture de plus de 1400 établissements sanitaires illégaux. A cette occasion le président Talon, a félicité les membres des deux structures désignées que sont : la Commission chargée des réformes du secteur de la Santé puis son Comité de mise en œuvre, pour leur dévouement et l'efficacité avec laquelle ils ont défini et mis en œuvre la réforme du secteur sanitaire. Il a fait savoir que les membres de l'Autorité de Régulation du secteur de la Santé ont en charge la relève pour superviser et contrôler la mise en œuvre efficiente de notre politique sanitaire et réguler l'offre de soins dans toutes ses dimensions. Dans son allocution le président Talon a indiqué que « La régulation du secteur de la santé permettra à chaque Béninois d'espérer que désormais les choses se feront autrement dans notre pays et pour de bon ». Il faut préciser que c'est après appel à candidature et leur nomination en Conseil des ministres en juillet dernier, que les dix (10) membres de l'Autorité de Régulation du secteur de la Santé (ARS) sont installés dans leur fonction.

Les attributions de l'ARS

L'ARS est rattachée à la présidence de la République. Les attributions, l'organisation et le fonctionnement de l'ARS sont multiples. Il s'agit de : de recommander des réformes à opérer, dans et en dehors du secteur de la santé, susceptibles d'affecter la santé des populations ; d'émettre des avis sur l'exécution du Plan National de Développement Sanitaire ; de veiller à l'harmonisation des relations entre les prestataires de soins et les tiers payants ; de valider la carte sanitaire ; de définir les référentiels de qualité pour le secteur de la santé ; de conduire les processus d'accréditation des praticiens médicaux et paramédicaux ; de conduire les processus de certification des établissements sanitaires et d'assurer leur suivi ; de veiller au respect des pratiques médicales et paramédicales validées ; de définir les mécanismes de développement et de régulation de la télémédecine ; d'émettre un avis conforme pour la prise des actes de déploiement et de redéploiement du personnel public du secteur de la santé ; d'émettre un avis sur les projets de répartition des affectations budgétaires de l'Etat dans le secteur de la santé ; d'assurer le suivi de l'exécution du budget du ministère en charge de la Santé et de veiller à la bonne gouvernance.

Composition du Collège de l'ARS

Président : Monsieur Lucien DOSSOU GBETE

Membres

Monsieur Delphin Kuassi MEHINTO
Monsieur Pakidaba Jacob M. NAMBONI
Monsieur Marie Epiphane SOHOUENOU
Monsieur Aholidji Boris Achille GBAGUIDI
Monsieur David ALAPINI
Madame Nicole PERIER
Monsieur Mohamed Salah BEN AMMAR
Secrétariat exécutif de l'Autorité de Régulation du secteur de la Santé
Secrétaire exécutif : Monsieur Richard Venance GANDAHO
Membre : Monsieur Blaise AHIVI

Investissement privé des pays en développement

IFC lance une obligation mondiale de 1294,45 milliards Fcfa

La société financière internationale (IFC) a lancé une obligation mondiale de 2 milliards de dollars, soit 1294,45 milliards de Fcfa pour soutenir l'investissement privé dans les pays en développement.

• Félicienne HOUESSOU

La filiale du Groupe de la Banque mondiale a émis une nouvelle obligation de référence mondiale en dollars américains. Elle lève un total de 2 milliards de dollars pour débloquer des investissements privés dans les marchés émergents et les économies en développement. Le soutien à la transaction a été solide et le carnet de commandes final a clôturé à plus de 4,9 milliards de dollars avec plus de 100 investisseurs. Pour John Gandolfo, vice-président et trésorier d'IFC, Trésorerie et mobilisation, l'intérêt extrêmement enthousiaste des investisseurs témoigne de la solidité financière d'IFC et de sa position en tant que première institution de financement du développement axée sur le secteur privé dans les pays en développement. « Le produit de l'obligation débloquera des financements pour les entreprises et aidera à créer des emplois alors que les pays en développement sont aux prises avec de multiples défis qui se chevauchent, de la flambée des prix des denrées alimentaires et de l'énergie à la guerre et à la fragilité », a-t-il déclaré. Le nouveau benchmark à trois ans, qui verse un coupon semestriel de 3,625 %, a été fixé avec un écart de SOFR MS+25 points de base, soit +12,5 points de base par rapport aux bons du Trésor américain à trois ans correspondant. Les co-chefs de file de cette transaction étaient Citi, Morgan Stanley, TD Securities et Wells Fargo Securities. « Un résultat exceptionnel à nouveau pour IFC sur les marchés de capitaux ! Profitant de la vigueur du marché primaire

de l'USD SSA après l'été, le nouvel indice de référence à trois ans a été sursouscrit plus de 2,4 fois, avec un carnet de commandes final très diversifié et de haute qualité. Grâce à une excellente constante dans l'exécution, IFC a réussi à s'assurer que sa sortie mondiale annuelle capte l'attention la plus large des investisseurs. Félicitations à l'équipe d'IFC. Citi est ravie d'avoir participé à cette transaction », a déclaré Ebba Wexler, directeur général, DCM du secteur public, Citi.

Retour triomphal sur le marché

Un formidable retour sur le marché de référence en USD pour IFC, amassant une demande importante et obtenant un excellent résultat de prix malgré la volatilité continue et des conditions de marché plus larges. Avec cette transaction, IFC a réaffirmé son produit de référence en tant qu'actif de base en USD, très apprécié par les investisseurs du monde entier. Félicitations à l'équipe d'IFC », a déclaré Ben Adubi, responsable SSA, Morgan Stanley. Laura O'Connor, directrice générale, Origination et syndication des titres à revenu fixe, Valeurs Mobilières TD a également félicité l'équipe d'IFC pour le résultat exceptionnel de leur transaction de référence en dollars sur trois ans. « IFC a attiré la demande de l'ensemble de l'univers de l'ASS pour leur première référence en dollars américains de leur nouvel exercice. La maturité de trois ans a permis à IFC de capter la demande des investisseurs qui sont plus à l'aise dans le début de la courbe au cours d'une année volatile pour les marchés obligataires. La forte demande pour le nom d'IFC a permis à IFC de s'engager dans une découverte de prix réussie et de resserrer de trois points de base les IPT [réflexions initiales sur les prix] », a-t-elle indiqué. IFC a émis des obligations mondiales libellées en dollars américains chaque année depuis 2000. En outre, IFC complète ses émissions publiques en accédant à une variété de marchés différents, notamment par le biais de placements privés et d'obligations thématiques, telles que les obligations vertes pour soutenir les entreprises intelligentes face au climat, et des obligations sociales qui financent des projets de la SFI pour aider les personnes mal desservies dans les pays en développement ayant un accès limité aux services essentiels. IFC émet également des obligations en monnaie locale pour développer les marchés de capitaux locaux et financer des investissements en monnaie locale et des billets à escompte en dollars américains. Toutes les émissions obligataires d'IFC sont notées triple-A par Standard & Poor's et Moody's.

Fonds verts

L'Afrique sollicite davantage de financement avant la COP27

En prélude à la 27è conférence des parties (COP27), les ministres des finances des pays africains ont tenu une rencontre au Caire en Egypte. Un communiqué final rendu public au terme de cette assise a insisté sur l'urgence d'accroître le financement vert accordé à l'Afrique avec plus de conditions préférentielles et à donner priorité aux énergies fossiles.

• Bidossessi WANOU

Selon la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, la COP27 qui aura lieu en novembre 2022 en Égypte sera l'occasion « de porter la voix des dirigeants africains, afin de mobiliser plus de soutien international pour un rétablissement écologique de l'Afrique ». Lors d'une rencontre préliminaire à la Cop 27, 24 pays africains se sont retrouvés en Egypte d'où ils ont invité les pays développés à accorder davantage de moyen à l'Afrique. « Nous exhortons les pays développés à tenir leurs promesses en matière de financement du climat et du développement, et à respecter leurs engagements de doubler les financements alloués à la transition écologique, en particulier pour l'Afrique ». Au total, 24 Etats d'Afrique ont appelé les nations développées à tenir leurs engagements financiers en appuyant conséquemment l'Afrique face aux effets du changement climatique. Selon les données, disponibles, l'Afrique est confrontée à de réels problèmes de financement. En plus, sa vulnérabilité se trouve aggravée par le choc climatique. "La structure du financement climatique aujourd'hui est en fait biaisée contre les pays vulnérables au climat. Plus vous êtes vulnérable, moins vous recevez de financement climatique", croit savoir

• Des invités sur un panel

Kevin Chika Urama, économiste en chef à la Banque africaine de développement (BAD). A l'en croire, l'Afrique était chaque année confrontée à un déficit de financement climatique d'environ 108 milliards de dollars. Il y a donc lieu d'aider le continent à faire face au défi climatique et surtout à s'adapter. A peine 5,5 % du financement mondial au climat est allé à l'Afrique, et pourtant, son empreinte carbone reste faible et le Continent souffre de manière disproportionnée du changement climatique. Dans leur communiqué, les Etats africains ont souligné « l'impact disproportionné du changement climatique (…) sur le continent compte tenu de sa faible empreinte carbone, l'Afrique contribuant à moins de 4% des émissions de gaz à effet de serre » alors même que les « forêts du bassin du Congo » sont, avec l'Amazonie, le principal poumon vert de la planète et « captent le carbone ». Ensemble, les 24 pays africains ont exhorté à « réduire le coût de l'emprunt vert » et ont évoqué « le rôle déterminant des organisations financières internationales et des banques multilatérales de développement ». Ayant pris part aux travaux, John Kerry, émissaire américain pour le climat a souhaité que la COP27 libère « l'énergie dont nous avons besoin pour changer le monde » car « nous sommes en difficulté », a-t-il reconnu. Zainab Ahmed, ministre nigériane des finances est intervenue elle aussi notamment sur la question de la transition et surtout du gaz. "Si nous n'obtenons pas de financement à un prix raisonnable pour développer le gaz, nous privons les citoyens de nos pays des possibilités d'atteindre un développement de base", a-t-elle affirmé. A cette assise, les ministres ont émis le vœu de la création d'un centre de la dette souveraine durable en vue de réduire le coût du capital pour les États en développement et soutenir les échanges dette-nature.

Activité commerciale au Bénin

5è enquête sur le Commerce Extérieur Non Enregistré

L'Institut national de la statistique et de la démographie (INSTaD) a lancé une collecte de données sur le commerce extérieur non enregistré. Dénommée Enquête sur le Commerce Extérieur Non Enregistré (ECENE), édition 2022, la première phase couvre la période du 02 au 16 septembre 2022.

• Laurent Mahounou Hounsa, DG Instad

• Falco VIGNON

La collecte des données de la première phase de l'Enquête sur le Commerce Extérieur Non Enregistré (ECENE 2022), a démarré le 02 septembre 2022 et prendra fin le 16 septembre 2022. Au total, soixante (60) points de passage frauduleux répartis dans vingt-sept (27) communes béninoises seront couverts par cette opération de collecte de données. Cette opération est à sa cinquième édition après celles des années 2010, 2011 et 2018-2019. Les statistiques du commerce extérieur sont indispensables pour éclairer la gestion des politiques économiques et commerciales d'une Nation, en ce sens que les indicateurs produits présentent une très grande importance pour la prise de décision par les Gouvernants. Le Bénin, pays côtier, dessert quelques autres Etats de la sous-région et du fait de la large bande frontalière qu'il partage avec ces derniers est au cœur de nombre de pratiques commerciales qui échappent souvent aux dispositifs de contrôle. Et cette enquête devrait permettra d'ajuster par endroits les données dans ce sens. Cette édition de l'Enquête sur le Commerce Extérieur Non Enregistré (ECENE 2022), la cinquième a été financée par le Budget National et l'Union Européenne, et permettra d'actualiser les données de l'édition précédente. Il est prévu deux autres phases de collecte de données avant, la fin de l'année 2022. Pour rappel, le Bénin a lancé la mise en place progressive d'un dispositif permanent de suivi des statistiques sur les échanges extérieurs pour le commerce informel. En effet, une partie importante des importations et des exportations du pays échappe au cordon douanier, et par conséquent, n'apparaît pas dans les statistiques officielles du commerce extérieur du Bénin. Il s'agit des données sur les échanges commerciaux, qui sont pratiqués au niveau des frontières, via des points de passage frauduleux dont la structure change tout au long de l'année en fonction des saisons et des campagnes agricoles.

Planification familiale

Djougou enregistre un faible taux

Depuis des années, les Partenaires techniques et financiers notamment le Fonds des nations unies pour la population Unfpa et le gouvernement béninois concentrent leurs efforts sur la planification familiale. Objectif visé, améliorer la santé de la mère et de l'enfant et booster le développement économique. Grâce aux méthodes modernes de planification familiale, la fille ou la femme peut choisir de tomber enceinte quant elle le désire, elle peut retarder le moment d'avoir un enfant. Aussi, l'adoption par un couple d'une méthode de planification familiale comporte-t-elle beaucoup d'avantages.

Le planning familial est une pratique à plusieurs avantages. Tout en permettant de contrôler les naissances dans un couple, il permet aux jeunes filles d'éviter les grossesses précoces et/ou non-désirées. Il permet d'assurer le bien-être et l'autonomie des femmes tout en soutenant la santé et le développement des communautés. Le planning familial permet aussi de prévenir les risques sanitaires liés à la grossesse chez les femmes car la capacité d'une femme d'espacer et de limiter ses grossesses a des conséquences directes sur sa santé et son bien-être. La planification familiale permet l'espacement des naissances et donne la possibilité de retarder les grossesses chez les femmes jeunes, les grossesses précoces étant associées à un risque élevé de problèmes de santé et de décès. Elle permet d'éviter les grossesses non désirées, notamment chez les femmes plus âgées pour qui les risques associés à la grossesse sont accrus. Etat des lieux dans la zone sanitaire Djougou-Copargo-Ouaké Dans le département de la Donga, et plus précisément dans la zone sanitaire Djougou-Copargo-Ouaké, le taux d'adhésion aux méthodes de planification familiale reste encore faible.

A en croire, Assanatou Alassane, la maternité du centre de santé communal de Djougou 3 a enregistré de janvier à décembre 2021, 1.677 femmes en âge de procréer qui ont bénéficié des services de planification familiale. De janvier à juillet 2022, 779 femmes sont sous méthodes contraceptives. Plusieurs raisons justifient ce désintérêt des femmes pour les méthodes contraceptives. La réticence des époux, la religion et certaines manifestations liées aux effets secondaires. Sur les deux premières raisons, le socio-anthropologue Sankamao Assoumanou renseigne que le refus des époux s'explique par les prescriptions religieuses qui voudraient que la femme ait autant d'enfants que son mari le souhaite, la religion musulmane n'accepte pas les contraceptifs. Selon eux, c'est Allah qui nourrit et aucun humain ne doit s'opposer à cela. Sur la dernière raison, celle liée à la gestion des effets secondaires tant redoutés par plusieurs femmes, madame Assanatou Alassane rappelle que ces effets secondaires varient d'une femme à une autre. Plusieurs méthodes existent et chaque femme peut choisir la méthode qui lui convient. La responsable de la maternité du centre de santé de Djougou 3 ajoute également à toutes ces raisons, le défaut de communication avec les jeunes sur les questions de sexualité et les rumeurs sur la planification familiale. La méthode de contraception que choisit une femme doit répondre non seulement à son individualité mais aussi au changement que cela provoque dans son organisme. L'impact des différentes campagnes de sensibilisation, la cherté de la vie ont poussé bon nombre d'hommes à s'accorder sur l'importance de la planification familiale. Comme toute pratique, la planification familiale a des inconvénients. Mais les multiples avantages pèsent dans la balance face aux effets secondaires qui sont pris en charge. En définitive, la planification familiale permet aux populations de faire des choix en toute liberté en matière de santé sexuelle. Elle représente pour les femmes, une chance d'améliorer leur niveau d'études et de participer à la vie publique. De plus, avoir moins d'enfants permet de leur assurer un avenir meilleur. La planification familiale reste de nos jours un gage pour l'épanouissement du couple et l'autonomisation de la femme. A chaque couple d'en profiter.

Emmanuel AKAKPO
(Br Atacora-Donga)

Sous le parrainage de ROMUALD WADAGNI

Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances

L'économiste 10 ans

1er FORUM DE L'ECONOMISTE

COTONOU - 16 & 17 SEPTEMBRE 2022

Thème central :

Efficacité de l'information économique et financière pour la croissance durable en Afrique Subsaharienne

Au Programme :

Panels - Partage d'expériences - Activités sociales et touristiques - Soirée de Gala et distinctions de partenaires

Lieu : Azalaï Hôtel de Cotonou / (+229) 97096417 / (+229) 60917800 / www.leconomistebenin.com

UEMOA · Bénin-Union européenne · BOAD · BSIC · NSIA Assurances & Banque · NSG · BRVM · AFRIK CRÉANCES · CORIS BANK · AGI · Financial Afrik · L'économiste · AZALAÏ HOTEL COTONOU

Fonds de Garantie Automobile du Bénin

DANS QUELLES CONDITIONS RECOURIR AU FGA-BENIN ?

- *L'accident doit avoir eu lieu au Bénin.*
- *L'auteur responsable n'est pas assuré ou est en fuite.*
- *La victime est blessée ou décédée.*
- *L'accident survenu doit être constaté par la Police Républicaine.*
- *L'accident doit être déclaré au FGA-BENIN par la victime ou ses ayants droits.*

FGA BENIN

Vous êtes victime d'un accident de la route au Bénin causé par un véhicule inconnu ou non assuré ? FGA-BENIN vous accompagne gratuitement à travers une prise en charge médicale à l'hôpital et une indemnisation après consolidation. Les ayants droits des victimes décédées bénéficient également d'une indemnisation.

Siège : Cotonou - Immeuble Isabelle KPOMALEGNI Cité Houéyiho, sis au 7 allée centrale (Rue Agence SBEE située dans l'enceinte de la cité Houéyiho) - 01 BP 4745 Cotonou / e-mail : fgabenin@yahoo.fr - Contactez-nous : 21 38 40 71 / 94 56 84 73